



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1972

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
112

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1181

*Περί κωδίκσεως τοῦ Καταστατικοῦ
τοῦ Παγκοσμίου Ὄργανισμοῦ Τουρισμοῦ.*

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ἰπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπε-
φασίσασμεν καὶ διατάσσομεν,

Ἄρθρον 1.

Κυροῦνται καὶ κτᾶται ἰσχύϊ νόμου τὸ ἐν Μεξικῷ κατὰ τὴν
17 - 28/9/1970 ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως
τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Ἐπισήμων Ὄργανισμῶν Τουρισμοῦ
ἐγκριθέν Καταστατικὸν τοῦ Παγκοσμίου Ὄργανισμοῦ Του-
ρισμοῦ, τοῦ ὁποῦ τοῦ κείμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς
τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ προβλεπομένη συνδρομὴ ἐπι-
βαρύνει τὸν Προϋπολογισμὸν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὄργανισμοῦ
Τουρισμοῦ.

Ἄρθρον 3.

Τὸ Καταστατικὸν τίθεται ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς πληρωθῆ ἢ
προϋπὸθεσις τοῦ ἄρθρου 36 αὐτοῦ.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 14 Ἰουνίου 1972

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ,
ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥ-
ΛΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ.
ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΓΕΡΑΣ. ΦΡΑΓΚΑΤΟΣ, ΑΝΤΩΝ.
ΜΠΕΡΝΑΡΗΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΣΠΥΡ. ΒΕΛΛΙΑ-
ΝΙΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 21 Ἰουνίου 1972

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

STATUTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU
TOURISME

(O. M. T.)

CONSTITUTION

Article 1

L'Organisation mondiale du tourisme, dénommée
«l'Organisation» dans les articles suivants, est créée
en tant qu'organisation internationale de caractère
intergouvernemental résultant de la transformation
de l'Union internationale des Organismes officiels de
tourisme (UIOOT).

SIEGE

Article 2

Le siège de l'Organisation est déterminé et peut
être changé à tout moment par décision de l'Assemblée
générale.

BUTS

Article 3

1. L'objectif fondamental de l'Organisation est de
promouvoir et de développer le tourisme en vue de
contribuer à l'expansion économique, à la compréhen-
sion internationale, à la paix, à la prospérité ainsi qu'au
respect universel et à l'observation des droits et des
libertés humaines fondamentales sans distinction de
race, de sexe, de langue ou de religion. L'Organisation
prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'at-
teindre cet objectif.

2. Dans la poursuite de cet objectif, l'Organisation
prêtera une attention particulière aux intérêts des pays
en voie de développement dans le domaine du tourisme.

3. Afin d'affirmer le rôle central qu'elle est appelée
à jouer dans le domaine du tourisme, l'Organisation
établira et maintiendra une coopération efficace avec
les organes compétents des Nations Unies et ses ins-
titutions spécialisées. A cet effet, l'Organisation cher-
chera à établir des rapports de coopération et de par-
ticipation avec le Programme des Nations Unies pour
le développement, en tant qu'organisation participante
et chargée de l'exécution du Programme.

MEMBRES

Article 4

La qualité de Membre de l'Organisation sera acces-
sible aux :

- Membres effectifs
- Membres associés
- Membres affiliés

Article 5

1. La qualité de Membre effectif de l'Organisation est accessible à tous les Etats souverains.

2. Les Etats dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT, à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation, au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. D'autres Etats peuvent devenir Membres effectifs de l'Organisation si leur candidature est approuvée par l'Assemblée générale à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 6

1. La qualité de Membre associé de l'Organisation est accessible à tous les territoires ou groupes de territoires qui n'ont pas la responsabilité de leurs relations extérieures.

2. Les territoires ou groupes de territoires dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres associés de l'Organisation, sous réserve de l'approbation de l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer, en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. Des territoires ou groupes de territoires peuvent devenir Membres associés de l'Organisation si leur candidatures obtient l'approbation préalable de l'Etat Membre qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer de leurs relations extérieures lequel doit également déclarer en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre. L'Assemblée doit approuver ces candidatures à la majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Lorsqu'un Membre associé de l'Organisation devient responsable de la conduite de ses relations extérieures, il a le droit de devenir Membre effectif de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle écrite, par laquelle il notifie au Secrétaire général qu'il adopte les Statuts de l'Organisation et qu'il accepte les obligations inhérentes à la qualité de Membre effectif.

Article 7

1. La qualité de Membre affilié de l'Organisation est accessible aux organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés ainsi qu'aux organisations commerciales et associations dont les activités sont en rapport avec les buts de l'Organisation ou qui relèvent de sa compétence.

2. Les Membres associés de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir

Membres affiliés de l'Organisation, sans nécessité de vote, au moyen d'une déclaration par laquelle ils acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre affilié.

3. D'autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit présentée par écrit au Secrétaire général et qu'elle soit approuvée par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Des organisations commerciales ou des associations qui s'occupent d'intérêts définis dans le paragraphe 1 ci-dessus, peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation, sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit soumise par écrit au Secrétaire général et appuyée par l'Etat sous la juridiction duquel le siège du candidat se trouve situé. Les dites candidatures doivent être approuvées par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

5. Il peut être constitué un Comité des Membres affiliés, qui établit son propre règlement, soumis à l'approbation de l'Assemblée. Le Comité peut être représenté aux réunions de l'Organisation. Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour de ces réunions. Il peut également formuler des recommandations à ces réunions.

6. Les Membres affiliés peuvent participer, à titre individuel ou groupés au sein du Comité des Membres affiliés, aux activités de l'Organisation.

ORGANES

Article 8

1. Les organes de l'Organisation sont les suivants :

- a) L'Assemblée générale, ci-après dénommée l'Assemblée.
- b) Le Conseil exécutif, ci-après dénommé le Conseil.
- c) Le Secrétariat.

2. Les réunions de l'Assemblée et du Conseil se tiennent au siège de l'Organisation à moins que les organes respectifs n'en décident autrement.

ASSEMBLEE GENERALE

Article 9

1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation; elle est composée de délégués représentant les Membres effectifs.

2. Lors des sessions de l'Assemblée, les Membres effectifs et associés ne pourront se faire représenter par plus de cinq délégués, dont l'un sera nommé Chef de délégation par le Membre.

3. Le Comité des Membres affiliés peut désigner jusqu'à concurrence de trois observateurs et chaque Membre affilié peut nommer un observateur pour participer aux travaux de l'Assemblée.

Article 10

L'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les deux ans et, également, en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent. Les sessions extraordi-

naires peuvent être convoquées à la demande du Conseil ou de la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 11

L'Assemblée adopte son propre Règlement.

Article 12

L'Assemblée peut examiner toute question et formuler des recommandations sur tout sujet relevant de la compétence de l'Organisation. Outre celles qui lui sont conférées par ailleurs dans les présents Statuts, ses attributions sont les suivantes :

- a) élire son Président et ses Vice-Présidents ;
- b) élire les membres du Conseil ;
- c) nommer le Secrétaire général sur la recommandation du Conseil ;
- d) approuver le Règlement financier de l'Organisation ;
- e) énoncer des directives générales pour l'administration de l'Organisation ;
- f) approuver le Règlement du personnel applicable aux membres du personnel du Secrétariat ;
- g) élire les Commissaires aux comptes sur la recommandation du Conseil ;
- h) approuver le programme général de travail de l'Organisation ;
- i) contrôler la politique financière de l'Organisation et examiner et approuver le budget ;
- j) créer tout organe technique ou régional qui peut se révéler nécessaire ;
- k) étudier et approuver les rapports d'activités de l'Organisation et des organes de celle-ci et prendre toutes dispositions nécessaires pour donner effet aux mesures qui en découlent ;
- l) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des gouvernements et des organisations internationales ;
- m) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des organisations ou des institutions privées ;
- n) élaborer et recommander des accords internationaux sur toute question qui relève de la compétence de l'Organisation ;
- o) se prononcer, conformément aux présents statuts, sur les demandes d'admission à la qualité de Membre.

Article 13

1. L'Assemblée élit son Président et ses Vice-Présidents au début de chaque session.
2. Le Président préside l'Assemblée et accomplit les tâches qui lui sont confiées.
3. Le Président est responsable devant l'Assemblée au cours des sessions de celle-ci.
4. Le Président représente l'Organisation pendant la durée de son mandat dans toutes les manifestations où cette représentation est nécessaire.

CONSEIL EXECUTIF

Article 14

1. Le Conseil se compose de Membres effectifs élus par l'Assemblée à raison d'un Membre pour cinq Membres effectifs, conformément au Règlement arrêté par l'Assemblée, en vue d'atteindre une répartition géographique juste et équitable.

2. Un membre associé, désigné par les Membres associés de l'Organisation, peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

3. En représentant du Comité des Membres affiliés peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

Article 15

Le mandat des Membres élus du Conseil est de quatre ans, à l'exception du celui de la moitié des membres du premier Conseil, désignés par tirage au sort, qui est de deux ans. Il sera procédé tous les deux ans à l'élection de la moitié des membres du Conseil.

Article 16

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an.

Article 17

Le Conseil élit parmi ses membres élus un Président et des Vice-Présidents pour un mandat d'un an.

Article 18

Le Conseil adopte son propre règlement.

Article 19

Les fonctions du Conseil, outre celles qui lui sont par ailleurs conférées dans les présents Statuts, sont les suivantes :

- a) prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures nécessaires, à l'exception des décisions et des recommandations de l'Assemblée, et faire rapport à celle-ci ;
- b) recevoir du Secrétaire général des rapports sur les activités de l'Organisation ;
- c) soumettre des propositions à l'Assemblée ;
- d) examiner le programme général de travail de l'Organisation élaboré par le Secrétaire général, avant sa présentation à l'Assemblée ;
- e) soumettre à l'Assemblée des rapports et des recommandations portant sur les comptes et les prévisions budgétaires de l'Organisation ;
- f) créer tout organe subsidiaire nécessaire aux activités du Conseil ;
- g) exercer toute autre fonction qui peut lui être confiée par l'Assemblée.

Article 20

Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée, et en l'absence de toute disposition contraire dans les présents Statuts, le Conseil prend les décisions d'ordre administratif et technique qui peuvent être nécessaires, dans le cadre des attributions et des ressources financières de l'Organisation, et fait rapport à la prochaine session de l'Assemblée, pour approbation, sur les décisions qui ont été prises.

SECRETARIAT

Article 21

Le Secrétariat est composé du Secrétaire général et du personnel nécessaire à l'Organisation.

Article 22

Sur recommandation du Conseil, le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants à l'Assemblée. Son mandat est renouvelable.

Article 23

1. Le Secrétaire général est responsable devant l'Assemblée et le Conseil.

2. Le Secrétaire général est chargé de l'exécution des directives de l'Assemblée et du Conseil. Il soumet au Conseil des rapports sur les activités de l'Organisation, les comptes de gestion et le projet de programme général de travail ainsi que les propositions budgétaires de l'Organisation.

3. Le Secrétaire général assure la représentation juridique de l'Organisation.

Article 24

1. Le Secrétaire général nomme le personnel du Secrétariat, conformément au Règlement du personnel approuvé par l'Assemblée.

2. Le personnel de l'Organisation est responsable devant le Secrétaire général.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence technique et d'intégrité. Conformément à cette considération, sera dûment observée l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.

BUDGET ET DEPENSES

Article 25

1. Le budget de l'Organisation couvrant ses activités administratives et de programme général de travail, est financé par les contributions des Membres effectifs, associés et affiliés, selon un barème d'évaluation accepté par l'Assemblée, ainsi que par toute autre source possible de recettes de l'Organisation, conformément aux dispositions des Règles de financement annexées aux présents Statuts.

2. Le budget préparé par le Secrétaire général est soumis à l'Assemblée par le Conseil, pour examen et approbation.

Article 26

1. Les comptes de l'Organisation sont examinés par deux Commissaires aux comptes, élus par l'Assemblée pour une période de deux ans sur la recommandation du Conseil. Les Commissaires aux comptes sont rééligibles.

2. Les Commissaires aux comptes, en plus de leurs fonctions d'examen des comptes, peuvent présenter les observations qu'ils jugent nécessaires concernant l'efficacité des procédures financières et la gestion, le système de comptabilité, le contrôle financier intérieur et d'une façon générale, les conséquences financières des pratiques administratives.

QUORUM

Article 27

1. La présence de la majorité des Membres effectifs est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions de l'Assemblée.

2. La présence de la majorité des Membres effectifs du Conseil est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions du Conseil.

VOTE

Article 28

Chaque Membre effectif dispose d'une voix.

Article 29

1. Sous réserve de dispositions contraires des présents Statuts, les décisions en toutes matières sont pri-

ses à l'Assemblée, à la majorité simple des Membres effectifs présents et votants.

2. Pour les décisions sur des questions entraînant des obligations budgétaires et financières pour les Membres, ainsi que sur le lieu du siège de l'Organisation, et pour toute autre question que la majorité simple des Membres effectifs estime d'une importance particulière, la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, est nécessaire à l'Assemblée.

Article 30

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents et votants, à l'exception des recommandations en matière financière et budgétaire, qui doivent être approuvées à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants.

CAPACITE JURIDIQUE, PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 31

L'Organisation possède la personnalité juridique.

Article 32

L'Organisation bénéficie, sur le territoire des Etats Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ces privilèges et immunités peuvent être définis par des accords conclus par l'Organisation.

AMENDEMENTS

Article 33

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est transmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.

2. Un amendement est adopté par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres affectifs présents et votants.

3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres lorsque les deux-tiers des Etats Membres ont notifié leur approbation de celui-ci au Gouvernement dépositaire.

SUSPENSION

Article 34

1. Si l'Assemblée estime qu'un Membre persiste à poursuivre une politique contraire à l'objectif fondamental de l'Organisation, tel qu'il est décrit à l'Article 3 des Statuts, l'Assemblée peut par une résolution adoptée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, suspendre ce Membre le privant de l'exercice des droits et de la jouissance des privilèges inhérents à la qualité de Membre.

2. La suspension sera maintenue jusqu'à ce que l'Assemblée reconnaisse qu'un changement est intervenu dans la politique de ce Membre.

RETRAIT

Article 35

1. Tout Membre effectif peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Gouvernement dépositaire.

2. Tout Membre associé peut se retirer de l'Organisation dans les mêmes conditions de préavis, au moyen d'une notification par écrit adressée au Gouvernement dépositaire par le Membre effectif qui assume la responsabilité des relations extérieures du Membre associé.

3. Tout Membre affilié peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Secrétaire général.

ENTREE EN VIGUEUR

Article 36

Les présents Statuts entreront en vigueur cent vingt jours après que cinquante et un Etats ont les organismes officiels de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, auront officiellement notifié au dépositaire provisoire leur approbation des Statuts et leur acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre.

DEPOSITAIRE

Article 37

1. Les présents Statuts ainsi que toutes les déclarations d'acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre doivent être déposés à titre provisoire auprès du Gouvernement suisse.

2. Le Gouvernement suisse informe tous les Etats habilités à recevoir cette notification, de la réception de telles déclarations et de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts.

LANGUES ET INTERPRETATION

Article 38

Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais, l'espagnol et le russe.

Article 39

Les textes français, anglais, espagnol et russe des présents Statuts font également foi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 40

En attendant une décision de l'Assemblée générale conformément à l'article 2, le siège est provisoirement fixé à Genève (Suisse).

Article 41

Pendant un délai de cent quatre vingt jours à partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou qui sont parties au Statuts de la Cour internationale de Justice, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

Article 42

Pendant un délai d'un an après l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation, sont admis à participer aux activités de l'Organisation avec tous les droits et obligations d'un Membre effectif.

Article 43

Au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des présents Statuts, les territoires ou groupes de territoires non responsables de leurs relations extérieures mais dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption

des présents Statuts, et qui par conséquent ont droit à la qualité de Membre associé et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation par l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, peuvent participer aux activités de l'Organisation en bénéficiant des droits et des obligations inhérent à la qualité de Membre associé.

Article 44

A partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les droits et obligations de l'UIOOT sont dévolus à l'Organisation.

Article 45

Le Secrétaire général de l'UIOOT, à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts, agira en tant que Secrétaire général de l'Organisation jusqu'à la date de l'élection, par l'Assemblée, du Secrétaire général de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970

REGLES DE FINANCEMENT

1. La période financière de l'Organisation est de deux ans.

2. L'exercice financier correspond à la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre.

3. Le budget est financé au moyen des contributions des Membres selon une méthode de répartition à déterminer par l'Assemblée et basée sur le niveau de développement économique ainsi que sur l'importance du tourisme international de chaque pays, et au moyen d'autres recettes de l'Organisation.

4. Le Budget sera formulé en dollars des Etats-Unis. La monnaie de paiement des contributions des Membres est le dollar des Etats-Unis. Toutefois, le Secrétaire général peut accepter d'autres monnaies pour le paiement des contributions des Membres, jusqu'à concurrence du montant autorisé par l'Assemblée.

5. Un Fonds général est établi. Toutes les contributions effectuées en qualité de Membre conformément au paragraphe 3, les ressources diverses et toute avance sur le Fonds de roulement seront créditées au Fonds général. Les dépenses d'administration et les dépenses relatives au programme général seront effectuées par le débit du Fonds général.

6. Il est établi un Fonds de roulement pour un montant qui sera fixé par l'Assemblée. Les avances sur les contributions des Membres et toutes autres recettes que l'Assemblée destine à cet effet seront versées au Fonds de roulement. Lorsque cela est nécessaire, des virements de ce Fonds peuvent être effectués au Fonds général.

7. Des Fonds fiduciaires peuvent être établis pour financer les activités non prévues au budget de l'Organisation auxquelles sont intéressés certains pays ou groupes de pays, ces Fonds étant financés par des contributions volontaires. L'Organisation peut demander une rémunération pour l'administration de ces Fonds.

8. La destination des dons, legs et autres recettes extraordinaires ne figurant pas au budget de l'Organisation est décidée par l'Assemblée.

9. Le Secrétaire général soumet les prévisions budgétaires au Conseil au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante du Conseil. Le Conseil étudie ces prévisions et recommande le budget à l'examen final et à l'approbation de l'Assemblée. Les prévisions

du Conseil sont communiquées au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante de l'Assemblée.

10. L'Assemblée approuve le budget par année pour la période de deux ans et sa répartition pour chaque année ainsi que les comptes de gestion pour chaque année.

11. Les comptes de l'Organisation pour l'exercice financier écoulé sont communiqués par le Secrétaire général aux Commissaires aux comptes ainsi qu'à l'organe compétent du Conseil.

Les Commissaires aux comptes font rapport au Conseil et à l'Assemblée.

12. Les Membres de l'Organisation effectuent le verse de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due. Le montant de cette contribution, décidé par l'Assemblée, sera communiqué aux Membres six mois avant le début de l'exercice financier auquel il se rapporte.

Toutefois, le Conseil pourra accepter des cas d'arriérés justifiés résultant des différents exercices financiers en vigueur dans différents pays.

13. Un Membre en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation se verra retirer le privilège dont bénéficient les Membres sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années financières écoulées. A la demande du Conseil, l'Assemblée peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote et à bénéficier des services de l'Organisation, si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

14. Un Membre, qui se retire de l'Organisation aura l'obligation de payer la partie adéquate de sa contribution sur une base de prorata jusqu'à la date où son retrait devient effectif.

En calculant la répartition pour les Membres associés et affiliés, il sera tenu compte du caractère différent de leur qualité de Membre et des droits limités dont ils jouissent au sein de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΝΩΣΙΣ ΕΠΙΣΗΜΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ
ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ

ΕΚΤΑΚΤΟΣ ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΝΕΛΕΥΣΙΣ

ΜΕΞΙΚΟΝ 17-28.9.70

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ ΤΟΥ ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ
ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ (Ο.Τ.)

ΙΔΡΥΣΙΣ

*Άρθρον 1.

Κατόπιν μετατροπής της Διεθνούς Ένώσεως Έπισημων Όργανισμων Τουρισμού (UIOOT) ιδρύεται, ως διεθνής όργανο διακυβερνητικού χαρακτήρος, ο Παγκόσμιος Όργανισμός Τουρισμού, καλούμενος εν τοις έπομένοις άρθροις «ό Όργανισμός».

ΕΔΡΑ

*Άρθρον 2.

Η έδρα του Όργανισμου καθορίζεται και δύνανται ανά πάσαν στιγμήν να μεταφερθή κατόπιν αποφάσεως της Γενικής Συνελεύσεως.

ΣΚΟΠΟΙ

*Άρθρον 3.

1. Βασικός σκοπός του Όργανισμου είναι ή προβολή και ανάπτυξις του τουρισμού όπως ούτος συμβάλλη εις την οικονομικήν ανάπτυξιν, την διεθνή κατανόησιν, την ειρήνην, την εήμερίαν, ως και τον παγκόσμιον σεβασμόν και τον σεβασμόν των βασικών ανθρωπίνων δικαιωμάτων και έλευθεριών άνευ διακρίσεως φυλής, γένους, γλώσσης ή θρησκείας. Ο Όργανισμός θέλει λάβη όλα τὰ αναγκαία μέτρα προς έπιτυχίαν του σκοπού τούτου.

2. Έν τή επιδιώξει του άνωτέρω σκοπού, ο Όργανισμός θέλει στρέψη ιδιαίτέρως την προσοχήν του προς τὰ συμφέροντα των εν τουριστική ανάπτυξει διατελουσών χωρών.

3. Προς βεβαίωσιν του βασικού ρόλου, τον όποιον καλείται να διαδραματίση εις τον τομέα του τουρισμού, ο Όργανισμός θέλει συνάψη και διατηρήση άποδοτικήν συνεργασίαν μετά των άρμοδίων όργάνων και των ειδικευμένων όργανώσεων των Ένωμένων Έθνών. Προς τον σκοπόν τουτον, ο Όργανισμός θα έπιζητήσει να συνάψη σχέσεις συνεργασίας και συμμετοχής μετά του Προγράμματος των Ένωμένων Έθνών, διά την ανάπτυξιν, ως μετέχουσα Όργάνωσις και έπιφορτισμένη με την εκτέλεσιν του Προγράμματος.

ΜΕΛΗ

*Άρθρον 4.

Η ιδιότης του Μέλους του Όργανισμου θα είναι προσιτή εις :

- α) Τὰ πραγματικά Μέλη (Membres Effectifs)
- β) Τὰ συνδεδεμένα Μέλη (Membres Associes)
- γ) Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη (Membres Affiliés)

*Άρθρον 5.

1. Η ιδιότης του πραγματικού Μέλους του Όργανισμου είναι προσιτή εις άπαντα τὰ κυρίαρχα Κράτη.

2. Τὰ Κράτη, των όποιων οι Έθνικοί Όργανισμοί Τουρισμού είναι πραγματικά μέλη της Διεθνούς Ένώσεως Έπισημων Όργανισμων Τουρισμού (UIOOT) κατά τον χρόνον της άποδοχής του παρόντος Καταστατικού υπό της Έκτάκτου Γενικής Συνελεύσεως της Διεθνούς Ένώσεως Έπισημων Όργανισμων Τουρισμού, έχουν το δικαίωμα να γίνωσι, χωρίς να παρίσταται ανάγκη ψηφοφορίας, πραγματικά Μέλη του Όργανισμου διά ρητής δηλώσεως, διά της όποιας αποδέχονται το Καταστατικόν του Όργανισμου και δέχονται ν' αναλάβωσι τας συναφείς προς την ιδιότητα του Μέλους υποχρεώσεις :

3. Άλλα Κράτη δύνανται να γίνωσι πραγματικά Μέλη του Όργανισμου, εάν ή ύποψηφιότης των γίνη δεκτή παρά της Γενικής Συνελεύσεως με την πλειοψηφίαν των δύο τρίτων του αριθμού των παρόντων και ψηφίζόντων πραγματικών Μελών, υπό τον όρον όπως ή εν λόγω πλειοψηφία περιλαμβάνη την πλειονοψηφίαν των πραγματικών μελών του Όργανισμου.

*Άρθρον 6.

1. Δύνανται ν' αποκτήσωσι την ιδιότητα του συνδεδεμένου Μέλους του Όργανισμου άπαντα τὰ έδάφη ή ομάδες έδαφών, μη φέροντα την ευθύνην επί των έξωτερικών αυτών σχέσεων.

2. Τὰ έδάφη ή ομάδες έδαφών, των όποιων οι έθνικοί όργανισμοί τουρισμού είναι πραγματικά Μέλη της Διεθνούς Ένώσεως Έπισημων Όργανισμων Τουρισμού κατά τον χρόνον της άποδοχής του παρόντος Καταστατικού υπό της Έκτάκτου Γενικής Συνελεύσεως της Διεθνούς Ένώσεως Έπισημων Όργανισμων Τουρισμού, έχουν το δικαίωμα να γίνωσι, άνευ ανάγκης ψηφοφορίας, συνδεδεμένα Μέλη του

Ὁργανισμοῦ ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἐγκρίσεως ἐκ μέρους τοῦ Κράτους τοῦ ἔχοντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν των σχέσεων, τὸ ὅποιον ὀφείλει ἐπίσης νὰ δηλώσῃ, ἐξ ὀνόματός των, ὅτι ταῦτα ἀποδέχονται τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ιδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

3. Ἐδάφη ἢ ομάδες ἐδαφῶν δύνανται νὰ γίνωσι συνδεδεμένα Μέλη τοῦ Ὁργανισμοῦ ἐὰν ἡ ὑποψηφιότης των τύχῃ προηγουμένως τῆς ἐγκρίσεως τοῦ Κράτους Μέλους τοῦ ἔχοντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν των σχέσεων, τὸ ὅποιον ὀφείλει ἐπίσης νὰ δηλώσῃ ἐξ ὀνόματός των ὅτι τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη ἢ ομάδες ἐδαφῶν ἀποδέχονται τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ιδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις. Ἡ Συνέλευσις ὀφείλει νὰ ἐγκρίνῃ τὰς ὑποψηφιότητας ταύτας μετὰ τὴν πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τοῦ ἀριθμοῦ τῶν παρόντων καὶ λαμβανόντων μέρος εἰς τὴν ψηφοφορίαν πραγματικῶν Μελῶν, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι ἡ εἰρημένη πλειοψηφία περιλαμβάνει τὴν πλειοψηφίαν τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ.

4. Ὅτε συνδεδεμένον Μέλος τοῦ Ὁργανισμοῦ καθίσταται ὑπεύθυνον τῆς διεξαγωγῆς τῶν ἐξωτερικῶν υποθέσεων του, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ γίνῃ πραγματικὸν μέλος τοῦ Ὁργανισμοῦ δι' ἐγγράφου ρητῆς δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας γνωστοποιεῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι ἀποδέχεται τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ δέχεται νὰ ἀναλάβῃ τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ιδιότητα τοῦ πραγματικοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 7.

Δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ Ὁργανισμοῦ αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις διακυβερνητικαὶ καὶ μὴ-κυβερνητικαί, ἀσχολούμεναι μετὰ εἰδικὰ τουριστικὰ συμφέροντα, ὡς ἐπίσης ἐμπορικαὶ ὀργανώσεις καὶ σύνδεσμοι τῶν ὁποίων ἡ δραστηριότης ἔχει σχέσιν πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ Ὁργανισμοῦ ἢ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα αὐτοῦ.

2. Τὰ συνδεδεμένα Μέλη τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Ἐπισημῶν Ὁργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ ὑπὸ τῆς Ἑκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Διεθνoῦς ταύτης Ἐνώσεως δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα μέλη τοῦ Ὁργανισμοῦ, ἄνευ τῆς ἀνάγκης ψηφοφορίας, διὰ δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ιδιότητα τοῦ συνεργαζομένου Μέλους ὑποχρεώσεις.

3. Ἄλλαι διεθνεῖς, διακυβερνητικαὶ καὶ μὴ κυβερνητικαὶ ὀργανώσεις, εἰδικευμέναι εἰς τὸν τουρισμὸν, δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ Ὁργανισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅπως ὑποβάλωσιν ἐγγράφως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑποψηφιότητά των καὶ ἐγκριθῇ αὕτη ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζόντων πραγματικῶν μελῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ πλειοψηφία αὕτη περιλαμβάνει τὴν πλειοψηφίαν τῶν πραγματικῶν Μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ.

4. Ἐμπορικαὶ ὀργανώσεις ἢ σύνδεσμοι, τῶν ὁποίων τὸ ἔργο καθορίζεται ἐν τῇ ἀνωτέρῳ 1ῃ παραγράφῳ, δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ Ὁργανισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅπως ἡ ὑποψηφιότης των ὑποβληθῇ ἐγγράφως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ ὑποστηρικθῇ ὑπὸ τοῦ Κράτους, εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ὁποίου εὐρίσκειται ἡ ἔδρα τοῦ ὑποψηφίου Μέλους. Αἱ ἐν λόγῳ ὑποψηφιότητες δέον ὅπως ἐγκριθῶσιν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως μετὰ τὴν πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζόντων πραγματικῶν Μελῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ πλειοψηφία αὕτη περιλαμβάνει τὴν πλειοψηφίαν τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ.

5. Δύνανται νὰ συσταθῇ Ἐπιτροπὴ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν, συντάσσουσα τὸν ἴδιον αὐτῆς κανονισμόν, ὑποκείμενον εἰς τὴν ἐγκρισιν τῆς Συνελεύσεως. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύ-

ναται νὰ ἐκπροσωπῆται εἰς τὰς συνόδους τοῦ Ὁργανισμοῦ. Δύνανται νὰ ζητήσῃ τὴν ἐγγραφὴν θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνόδων τούτων.

Δύνανται ὡσαύτως νὰ διατυπώσῃ συστάσεις κατὰ τὰς συνόδους ταύτας.

6. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται εἴτε ἀτομικῶς εἴτε συγκεκροτημένα ἐντὸς τῶν κόλπων τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν συνεργαζομένων μελῶν νὰ συμμετέχωσιν εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Ὁργανισμοῦ.

ΟΡΓΑΝΑ

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ ὄργανα τοῦ Ὁργανισμοῦ εἶναι τὰ κάτωθι :

- α) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις, καλουμένη ἐφεξῆς Συνέλευσις.
- β) Τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον, κατωτέρω ὀνομαζόμενον Συμβούλιον.
- γ) Ἡ Γραμματεία.

2. Αἱ σύνοδοι τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου συνέρχονται εἰς τὴν ἔδραν τοῦ Ὁργανισμοῦ, ἐκτὸς ἐὰν τὰ οἰκεῖα ὄργανα ἀποφασίζωσιν ἄλλως πως.

ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΝΕΛΕΥΣΙΣ

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ Συνέλευσις εἶναι τὸ ἀνώτατον ὄργανον τοῦ Ὁργανισμοῦ. Ἀπαρτίζεται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν πραγματικῶν Μελῶν.

2. Κατὰ τὰς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τὰ πραγματικὰ Μέλη καὶ τὰ συνδεδεμένα Μέλη δὲν δύνανται ν' ἀντιπροσωπευθῶσι διὰ περισσοτέρων τῶν πέντε ἀντιπροσώπων, ἐξ ὧν ὁ εἷς διορίζεται Ἀρχηγὸς ἀντ'προσωπείας παρὰ τοῦ Μέλους.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν δύνανται νὰ ὀρίσῃ μέχρι τρεῖς τὸν ἀριθμὸν παρατηρητῶν καὶ ἕκαστον συνεργαζόμενον Μέλος ἕνα παρατηρητὴν ἵνα μετὰσχῇ τῶν ἐργασιῶν τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Συνέλευσις συνέρχεται εἰς τακτικὴν σύνοδον ἀνά διετίαν καί, ἐπίσης εἰς ἕκτακτον σύνοδον, ὅταν τοῦτο ἐπιβάλλεται ἐκ τῶν περιστάσεων. Αἱ ἕκτακτοι σύνοδοι δύνανται νὰ συγκληθῶσι τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ.

Ἄρθρον 11.

Ἡ Συνέλευσις ἐγκρίνει τὸν ἴδιον αὐτῆς Κανονισμόν.

Ἄρθρον 12.

Ἡ Συνέλευσις δύνανται νὰ ἐξετάσῃ πᾶν θέμῃ ὑπαγόμενον εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ σχετικῶς νὰ διατυπώσῃ συστάσεις. Αἱ ἀρμοδιότητες αὐτῆς, ἐκτὸς ἐκείνων τὰς ὁποίας ἄλλως παρέχει εἰς αὐτὴν τὸ παρὸν Καταστατικὸν, εἶναι αἱ ἐξῆς :

- α) Ἐλέγχει τὸν Πρόεδρον καὶ τοὺς Ἀντιπροέδρους αὐτῆς.
- β) Ἐλέγχει τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου.
- γ) Διορίζει τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου.
- δ) Ἐγκρίνει τὸν Οἰκονομικὸν Κανονισμόν τοῦ Ὁργανισμοῦ.
- ε) Διαγράφει τὰς γενικὰς κατευθύνσεις ὡς πρὸς τὴν Διοίκησιν τοῦ Ὁργανισμοῦ.
- ζ) Ἐγκρίνει τὸν Κανονισμόν προσωπικοῦ, ἐφαρμοζόμενον εἰς τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας.
- η) Ἐκλέγει τοὺς Ἐλεγκτὰς κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου.

θ) Έγκρίνει τὸ γενικὸν πρόγραμμα ἐργασίας τοῦ Ὁργανισμοῦ.

ι) Ἐλέγχει τὴν οἰκονομικὴν πολιτικὴν τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμόν.

κ) Δημιουργεῖ πᾶν τεχνικὸν ἢ περιφερειακὸν ὄργανον τὸ ὁποῖον θὰ ἐκρίνετο ὡς ἀναγκαῖον.

λ) Μελετᾷ καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις δραστηριότητος τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ τῶν ὀργάνων αὐτοῦ καὶ λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἀποδοτικότητά τῆς δραστηριότητος ταύτης.

μ) Ἐγκρίνει ἢ ἐξουσιοδοτεῖ διὰ τὴν ἐγκρισὶν συμφωνιῶν μετὰ κυβερνήσεων καὶ διεθνῶν ὀργανώσεων.

ν) Ἐγκρίνει ἢ ἐξουσιοδοτεῖ διὰ τὴν ἐγκρισὶν συμφωνιῶν μετὰ ὀργανώσεων ἢ ἰδιωτικῶν ἰδρυμάτων.

ξ) Ἐπεξεργάζεται διεθνεῖς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ ὀργανισμοῦ καὶ συνιστᾷ τὴν σύναψιν τῶν συμφωνιῶν τούτων.

ο) Ἀποφασίζει, βάσει τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἐπὶ τῶν αἰτήσεων διὰ τὴν ἀπόκτησιν τῆς ιδιότητος τοῦ Μέλους τοῦ Ὁργανισμοῦ.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Συνέλευσις ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τοὺς Ἀντιπροέδρους αὐτῆς κατὰ τὴν ἐναρξίν ἐκάστης συνόδου.

2. Ὁ Πρόεδρος προεδρεῖ τῆς Συνελεύσεως καὶ ἀσκει τὰ ἀνατιθέμενα αὐτῷ καθήκοντα.

3. Ὁ Πρόεδρος εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Συνελεύσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων αὐτῆς.

4. Ὁ Πρόεδρος ἐκπροσωπεῖ τὸν Ὁργανισμόν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς του εἰς ὅλας τὰς ἐκδηλώσεις διὰ τὰς ὁποίας ἢ ἐκπροσώπησις αὐτῆ εἶναι ἀναγκαία.

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ἄρθρον 14.

1. Τὸ Συμβούλιον ἀπαρτίζεται ἐκ πραγματικῶν Μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως κατ' ἀναλογίαν ἐνὸς πρὸς πέντε πραγματικά Μέλη συμφώνως πρὸς τὸν ἐγκριθέντα ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως Κανονισμόν διὰ τὴν ἐπίτευξιν ὀρθῆς καὶ δικαίας γεωγραφικῆς κατανομῆς.

2. Μέλος συνδεδεμένον ὀρίζομενον παρὰ τῶν συνδεδεμένων Μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ δύναται νὰ μετέχη τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

3. Ἐκπρόσωπος τῆς Ἐπιτροπῆς συνεργαζομένων Μελῶν δύναται νὰ μετέχη τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

Ἄρθρον 15.

Ἡ ἐντολή τῶν ἐκλεγομένων μελῶν τοῦ Συμβουλίου εἶναι τετραετής, ἐξαιρέσει τῆς ἐντολῆς τοῦ ἡμίσεως τῶν μελῶν τοῦ πρώτου Συμβουλίου ὀριζομένων διὰ κλήρου, ἧτις εἶναι διετής.

Ἄνὰ διετίαν θὰ ἐκλέγηται τὸ ἡμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 16.

Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται δύο τοῦλάχιστον φορὰς κατ' ἔτος.

Ἄρθρον 17

Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει μετὰξὺ τῶν ἐκλεγέντων μελῶν του τὸν Πρόεδρον καὶ Ἀντιπροέδρους ἐπὶ ἐνιαυσίᾳ θητεία.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Συμβούλιον ἐγκρίνει τὸν ἴδιον αὐτοῦ Κανονισμόν.

Ἄρθρον 19.

Τὰ καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου, ἐκτὸς ἐκείνων τὰ ὁποῖα τῷ ἀνατίθενται ὑπὸ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, εἶναι τὰ ἑξῆς :

α) λαμβάνει, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ἐκτὸς τῶν ἀποφάσεων καὶ τῶν συστάσεων τῆς Συνελεύσεως καὶ ὑποβάλλει αὐτῇ ἐκθέσιν.

β) λαμβάνει, ἐκ μέρους τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐκθέσεις ἐπὶ τῶν πεπραγμένων τοῦ Ὁργανισμοῦ.

γ) ὑποβάλλει προτάσεις εἰς τὴν Συνέλευσιν.

δ) ἐξετάζει τὸ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζόμενον γενικὸν πρόγραμμα ἐργασίας, πρὸ τῆς ὑποβολῆς τούτου εἰς τὴν Συνέλευσιν.

ε) ὑποβάλλει εἰς τὴν Συνέλευσιν ἐκθέσεις καὶ συστάσεις ἐπὶ τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν προβλέψεων τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὁργανισμοῦ.

ζ) συνιστᾷ πᾶν βοηθητικὸν ὄργανον διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου.

η) ἐκτελεῖ πᾶν ἄλλο καθήκον ἀνατιθέμενον αὐτῷ παρὰ τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 20.

Κατὰ τὸ μετὰξὺ τῶν συνόδων τῆς Συνελεύσεως διάστημα καὶ ἐν τῇ ἀπουσίᾳ πάσης ἀντιθέτου διατάξεως ἐν τῷ παρόντι Καταστατικῷ τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰς τυχόν ἀναγκαῖους ἀποφάσεις διοικητικῆς καὶ τεχνικῆς φύσεως ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς δικαιοδοσίας καὶ τῶν οἰκονομικῶν μέσων τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ ἀναφέρει εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς Συνελεύσεως διὰ τὴν ἐγκρισὶν αὐτῶν.

ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ

Ἄρθρον 21.

Ἡ Γραμματεία ἀπαρτίζεται ἐκ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναγκαιοῦντος εἰς τὸν Ὁργανισμόν προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 22.

Τῇ συστάσει τοῦ Συμβουλίου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς διορίζεται διὰ περίοδον τεσσάρων ἐτῶν μετὰ τὴν πλειονοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων εἰς τὴν Συνέλευσιν καὶ ψηφίζοντων πραγματικῶν μελῶν. Ἡ ἐντολή του δύναται ν' ἀνανεωθῇ.

Ἄρθρον 23.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται μετὰ τὴν ὑλοποίησιν τῶν παρὰ τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου ἀποφασιζομένων κατευθύνσεων. Ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τοῦ Ὁργανισμοῦ, τῆς διαχειρίσεως, τοῦ σχεδίου γενικοῦ προγραμματισμοῦ ἐργασίας, ὡς καὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὁργανισμοῦ.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐκπροσωπεῖ νομικῶς τὸν Ὁργανισμόν.

Ἄρθρον 24.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας βάσει τοῦ ἐγκριθέντος παρὰ τῆς Συνελεύσεως Κανονισμοῦ τοῦ Προσωπικοῦ.

2. Τὸ προσωπικὸν τοῦ Ὁργανισμοῦ εἶναι ὑπεύθυνον πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

3. Κατὰ τὸν διορισμὸν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὄρων ἐργασίας τοῦ προσωπικοῦ δέον ὅπως λαμβάνηται κυρίως ὑπ' ὄψιν ἢ ἀνάγκη νὰ ἐξασφαλισθῇ ὁ Ὁργανισμὸς ὑπαλλήλους διαθέτοντας τὰ μεγαλύτερα δι' ἀποδοτικὴν ἐργασίαν προσόντα, τὰς μεγαλύτερας τεχνικὰς ἱκανότητας, ἀνεπιλήπτου δὲ διαγωγῆς.

Συμφώνως πάντοτε πρὸς τὴν ἀνωτέρω ἐπιδίωξιν, δέον ὅπως δοθῇ ἰδιαίτερα προσοχὴ εἰς τὴν σημασίαν, τὴν ὁποίαν ἐνέχουσιν οἱ διορισμοὶ βάσει τῆς ὕσον ἔνεστι εὐρυτέρας γεωγραφικῆς βάσεως.

4. Κατὰ τὴν ἐπιτέλεσιν τῶν καθηκόντων τῶν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ τὸ προσωπικὸν δὲν ζητοῦσι καὶ δὲν δέχονται ὁδηγίαν παρ' οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ξένης πρὸς τὸν Ὄργανισμὸν Ἀρχῆς. Ἀπέχουσι πάσης πράξεως ἀσυμβατάτου πρὸς τὴν θέσιν τῶν ὡς διεθνῶν ὑπαλλήλων καὶ εἶναι ὑπεύθυνοι μόνον ἑναντι τοῦ Ὄργανισμοῦ.

ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΔΑΠΑΝΑΙ

Ἄρθρον 25.

1. Ὁ Προϋπολογισμὸς τοῦ Ὄργανισμοῦ καλύπτει τὰς δραστηριότητάς του διοικήσεως καὶ γενικοῦ προγράμματος ἐργασίας χρηματοδοτεῖται διὰ τῶν συνεισφορῶν τῶν πραγματικῶν, συνδεδεμένων καὶ συνεργαζομένων Μελῶν, βάσει ἐγκριθέντων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ὑπολογισμοῦ τοῦ ὕψους αὐτῶν, ὡς καὶ πάσης ἄλλης δυνατῆς πηγῆς ἐσόδων τοῦ Ὄργανισμοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν παραρτήματι τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ Κανόνων χρηματοδοτήσεως.

2. Ὁ καταρτισθεὶς παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως προϋπολογισμὸς ὑποβάλλεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὴν Συνέλευσιν, πρὸς ἐξέτασιν καὶ ἐγκρίσιν αὐτοῦ.

Ἄρθρον 26.

1. Οἱ λογαριασμοὶ τοῦ Ὄργανισμοῦ ἐλέγχονται ὑπὸ δύο Ἐλεγκτῶν, ἐλεγχομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως διὰ περίοδον δύο ἐτῶν κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου. Οἱ Ἐλεγκταὶ εἶναι ἐπικνεκλέξιμοι.

2. Οἱ Ἐλεγκταὶ πέραν τοῦ ἐλέγχου τῶν λογαριασμῶν δύνανται νὰ διατυπώσουν τὰς ὑπ' αὐτῶν κρινόμενας ὡς ἀνεγκάειας παρατηρήσεις σχετικῶς μετὰ τὴν ἀποτελεσματικότητά των οικονομικῶν διαδικασιῶν καὶ τὴν διαχείρισιν, τὸ λογιστικὸν σύστημα, τὸν ἐσωτερικὸν οικονομικὸν ἐλεγχον καὶ ἐν γένει τὰς οικονομικὰς συνεπειὰς τῶν ἐν τῇ διοικήσει ἐφαρμοζομένων μεθόδων.

ΑΠΑΡΤΙΑ

Ἄρθρον 27.

1. Ἴνα ὑπάρχῃ ἀπαρτία εἰς τὰς συνόδους τῆς Συνελεύσεως εἶναι ἀναγκαῖα ἡ παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν Μελῶν.

2. Ἴνα τὸ Συμβούλιον εὐρίσκειται ἐν ἀπαρτίᾳ κατὰ τὰς συνόδους αὐτοῦ εἶναι ἀναγκαῖα ἡ παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν Μελῶν του.

ΨΗΦΟΦΟΡΙΑ

Ἄρθρον 28.

Ἐκαστον πραγματικὸν Μέλος ἔχει μίαν ψήφον.

Ἄρθρον 29.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἀντιθέτων διατάξεων τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, αἱ ἀποφάσεις ἐπὶ παντὸς θέματος λαμβάνονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως δι' ἀπλῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων πραγματικῶν Μελῶν.

2. Διὰ τὰς ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων συναπαγομένων ὑποχρεώσεις προϋπολογισμοῦ καὶ οικονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν, ὡς καὶ ἐπὶ τοῦ τόπου τῆς ἐδρας τοῦ Ὄργανισμοῦ καὶ ἐπὶ παντὸς ἄλλου θέματος, τὸ ὅποιον ἢ ἀπλῆ πλειοψηφία τῶν πραγματικῶν Μελῶν κρίνει ὡς ἰδιαίτερος σοβαρὸν, ἀπαιτεῖται εἰς τὴν Συνέλευσιν ἡ πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων πραγματικῶν Μελῶν.

Ἄρθρον 30.

Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται δι' ἀπλῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων Μελῶν, ἐξαιρουμένων τῶν συστάσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὰ οικονομικὰ

καὶ τὸν προϋπολογισμὸν αὐτίνες ἐγκρίνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων μελῶν.

ΝΟΜΙΚΗ ΙΚΑΝΟΤΗΣ, ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΤΕΛΕΙΑΙ

Ἄρθρον 31.

Ὁ Ὄργανισμὸς κέκτηται νομικὴν προσωπικότητα.

Ἄρθρον 32.

Ὁ Ὄργανισμὸς ἀποκτᾷ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν Κρατῶν Μελῶν προνόμια καὶ ἀτελείας, τῶν ὁποίων ἔχει ἀνάγκην διὰ τὴν ἐπιτέλεσιν τοῦ ἔργου του. Τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀτελείαι αὗται δύνανται νὰ καθορισθῶσι διὰ συμφωνιῶν συναπτομένων ὑπὸ τοῦ Ὄργανισμοῦ.

ΤΡΟΠΟΛΟΓΙΑΙ

Ἄρθρον 33.

1. Πᾶν σχέδιον τροπολογίας τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ καὶ τοῦ παραρτήματος αὐτοῦ διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὸ ἀνακοινώνει εἰς τὰ πραγματικὰ Μέλη ἐξ τούλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ὑποβολῆς του πρὸς ἐξέτασιν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως.

2. Τὴν τροπολογίαν ἐγκρίνει ἡ Συνέλευσις διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων πραγματικῶν Μελῶν.

3. Τροπολογία τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ πάντα τὰ Μέλη ὅταν τὰ δύο τρίτα τῶν Κρατῶν-Μελῶν κοινοποιήσωσι τὴν ἐγκρίσιν τῆς εἰς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν.

ΠΑΥΣΙΣ

Ἄρθρον 34.

1. Ἐὰν ἡ Συνέλευσις κρίνῃ ὅτι Μέλος τι ἐπιμένει νὰ ἀκολουθῇ πολιτικὴν ἀντίθετον πρὸς τὸν βασικὸν σκοπὸν τοῦ Ὄργανισμοῦ, ὡς οὗτος περιγράφεται εἰς τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Καταστατικοῦ, δύνανται δι' ἀποφάσεώς της ἐγκρινομένης διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφίζοντων πραγματικῶν Μελῶν νὰ ἀναστείλῃ προσωρινῶς τὴν συμμετοχὴν τοῦ Μέλους τούτου, ἀποστεροῦσα αὐτὸ τῆς ἐνασχήσεως τῶν δικαιοματίων καὶ τῆς χρήσεως τῶν προνομίων τῶν συναρῶν πρὸς τὴν ιδιότητα τοῦ Μέλους.

2. Ἡ ἀναστολή θέλει διαρκέσει μέχρις ὅτου ἡ Συνέλευσις ἀναγνωρίσῃ ὅτι ἐπῆλθεν ἀλλαγὴ εἰς τὴν πολιτικὴν τοῦ ἐν λόγῳ Μέλους.

ΑΠΟΧΩΡΗΣΙΣ

Ἄρθρον 35.

1. Πᾶν πραγματικὸν Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὄργανισμοῦ κατὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας ἐνὸς ἐτους ἀπὸ τῆς ἐγγράφου προειδοποιήσεως πρὸς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν.

2. Πᾶν συνδεδεμένον Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὄργανισμοῦ ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους ὡς πρὸς τὴν προειδοποίησιν δι' ἐγγράφου γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν παρὰ τοῦ πραγματικοῦ Μέλους τοῦ φέροντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν σχέσεων τοῦ συνδεδεμένου Μέλους.

3. Πᾶν συνεργαζόμενον Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὄργανισμοῦ κατὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας ἐνὸς ἐτους ἀπὸ τῆς προειδοποιήσεως ἀπευθυνομένης ἐγγράφως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

ΕΝΑΡΞΙΣ ΙΣΧΥΟΣ

Ἄρθρον 36.

Τὸ παρὸν Καταστατικὸν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἑκατὸν εἰκοσι ἡμέρας ἀφ' ἧς πενήτηντα ἐν Κράτῃ τῶν ὁποίων οἱ ἐπίσημοι

Ἐργασιῶν Ὑποχρεώσεων ἑκείνων ἔχον ἐπισημῶς γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν προσωρινὸν θεματοφύλακα τὴν ἐκ μέρους τῶν ἐγκρίσεων τοῦ Καταστατικοῦ καὶ τὴν ἀποδοχὴν τῶν συναρῶν πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεων.

ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΞ

Ἄρθρον 37.

1. Τὸ παρὸν Καταστατικόν, ὡς καὶ ἄπαισι αἱ δηλώσεις ἀποδοχῆς τῶν συναρῶν πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεων, θεῶν ὅπως κατατεθῶσι προσωρινῶς παρὰ τῆ Ἑλβετικῆ Κυβερνήσει.

2. Ἡ Ἑλβετικὴ Κυβερνήσις πληροφορεῖ πάντα τὰ ἀρμόδια ὅπως δεχθῶσι τὴν γνωστοποίησιν ταύτην Κράτη περι τῆς λήψεως τῶν δηλώσεων τούτων καὶ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ.

ΓΛΩΣΣΑΙ ΚΑΙ ΕΡΜΗΝΕΙΑ

Ἄρθρον 38.

Αἱ ἐπίσημοι γλώσσαι τοῦ Ὄργανισμοῦ εἶναι ἡ γαλλικὴ, ἀγγλικὴ, ἰσπανικὴ καὶ ρωσικὴ.

Ἄρθρον 39.

Τὰ εἰς τὴν γαλλικὴν, ἀγγλικὴν, ἰσπανικὴν καὶ ρωσικὴν κείμενα τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ εἶναι ἐξ ἴσου ἰσχυρά.

ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 40.

Ἐν ἀναμονῇ ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2, ἡ ἔδρα ὀρίζεται προσωρινῶς εἰς Γενεύην (Ἑλβετίαν).

Ἄρθρον 41.

Ἐντὸς προθεσμίας ἑκατὸν ὀγδοήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, τὰ Κράτη Μέλῃ τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας ἢ μετέχοντα τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνούς Δικαστηρίου ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετὰσχῶσι τοῦ Ὄργανισμοῦ ὡς πραγματικὰ Μέλῃ, ἄνευ ψηφοφορίας, διὰ ρητῆς δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας ἐγκρίνουσι τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὄργανισμοῦ καὶ ἀποδέχονται τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 42.

Ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους μετὰ τὴν ἐναρξίν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ εἰς τὰ Κράτη τῶν ὁποίων οἱ ἔθνικοι ὀργανισμοὶ τουρισμοῦ ἦσαν πραγματικὰ μέλη τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Ἐπισήμων Ὄργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος καταστατικοῦ καὶ ἐνέκριναν τὸ παρὸν Καταστατικὸν με ἐπιφύλαξιν ἀποδοχῆς του, ἐπιτρέπεται νὰ μετὰσχῶσι τῶν ἐργασιῶν τοῦ Ὄργανισμοῦ με ἄπαντα τὰ δικαιώματα καὶ ἀπάσας τὰς ὑποχρεώσεις πραγματικοῦ Μέλους.

Ἄρθρον 43.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, τὰ ἐδάφη ἢ ομάδες ἐδαφῶν ἀνευθύνων ὡς πρὸς τὰς ἐξωτερικὰς αὐτῶν σχέσεις ἀλλὰ τῶν ὁποίων οἰκονομικοὶ ὀργανισμοὶ τουρισμοῦ ἦσαν πραγματικὰ μέλη τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Ἐπισήμων Ὄργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ καὶ τὰ ὁποῖα ἐπομένως δύνανται νὰ συμμετάσχῶσι τοῦ Ὄργανισμοῦ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ συνδεδεμένου Μέλους καὶ ἐνέκριναν τὸ παρὸν Καταστατικὸν με τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς

ἀποδοχῆς ἐκ μέρους τοῦ Κράτους τοῦ ὑπευθύνου τῶν ἐξωτερικῶν τῶν σχέσεων, δύνανται νὰ μετὰσχῶσι τῶν ἐργασιῶν τοῦ Ὄργανισμοῦ με τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνδεδεμένου Μέλους.

Ἄρθρον 44.

Ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὑποχρεώσεις τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Ἐπισήμων Ὄργανισμῶν Τουρισμοῦ περιέρχονται εἰς τὸν Ὄργανισμὸν.

Ἄρθρον 45.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Ἐπισήμων Ὄργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ θὰ ἐνεργῆ ὡς Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ μέχρι τῆς ἡμέρας τῆς ἐκλογῆς ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὄργανισμοῦ. Ἐγένετο ἐν Μεξικῷ τῇ 27ῃ Σεπτεμβρίου 1970.

ΚΑΝΟΝΕΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Ἡ οἰκονομικὴ περίοδος τῆς Ὄργανώσεως εἶναι διετής.

2. Ἡ οἰκονομικὴ χρῆσις ἀντιστοιχεῖ πρὸς τὴν περίοδον τὴν περιλαμβανομένην μεταξὺ τῆς 1ης Ἰανουαρίου καὶ τῆς 31ης Δεκεμβρίου.

3. Ὁ Προϋπολογισμὸς χρηματοδοτεῖται διὰ τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν βάσει καθορισθησομένης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως μεθόδου κατανομῆς βασιζομένης ἐπὶ τοῦ βαθμοῦ τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως ὡς καὶ τοῦ ὕψους τῆς διεθνούς τουριστικῆς κινήσεως ἐκάστης χώρας καὶ δι' ἄλλων ἐσόδων τῆς Ὄργανώσεως.

4. Ὁ Προϋπολογισμὸς θὰ διατυποῦται εἰς δολλάρια ΗΠΑ. Αἱ εἰσφοραὶ τῶν Μελῶν θὰ καταβάλλωνται εἰς δολλάρια ΗΠΑ. Ἐν τούτοις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ δεχθῆ ἄλλα νομίσματα διὰ τὴν καταβολὴν τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν μέχρι τοῦ ἐπιτρεπομένου ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ποσοῦ.

5. Συνιστᾶται γενικὸν Κεφάλαιον. Ὅλαι αἱ πραγματοποιούμεναι εἰσφοραὶ τῶν Μελῶν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3, οἱ διάφοροι πόροι καὶ πᾶσα προκαταβολὴ ἐκ τοῦ κεφαλαίου κινήσεως θὰ ἐγγράφονται εἰς πίστωσιν τοῦ Κεφαλαίου. Αἱ δαπάναι διαχειρίσεως ὡς καὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὸ γενικὸν πρόγραμμα δαπάναι θὰ πραγματοποιοῦνται εἰς χρέωσιν τοῦ γενικοῦ Κεφαλαίου.

6. Συνιστᾶται Κεφάλαιον κινήσεως διὰ ποσὸν ὀρισθησόμενον παρὰ τῆς Συνελεύσεως. Εἰς τὸ Κεφάλαιον κινήσεως θὰ κατατίθενται αἱ προκαταβολαὶ ἐκ τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν καὶ πᾶν ἄλλο ἔσοδον, τὸ ὁποῖον προορίζεται ἢ Συνέλευσις πρὸς τὸν σκοπὸν τούτον. Δύνανται, ὅταν παρίσταται ἀνάγκη, νὰ γίνωνται μεταφοραὶ ἐκ τοῦ κεφαλαίου κινήσεως εἰς τὸ γενικὸν Κεφάλαιον.

7. Δύνανται νὰ συσταθῶσι πιστωτικὰ Κεφάλαια διὰ τὴν χρηματοδότησιν ἔργων μὴ προβλεπομένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὄργανώσεως διὰ τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρονται ὀρισμένα ἡ ὁμάδες χωρῶν. Τὰ Κεφάλαια ταῦτα θὰ σχηματίζονται δι' ἐκουσίον συνεισφορῶν. Ἡ Ὄργάνωσις δύναται νὰ ζητήσῃ ἀνταμοιβὴν διὰ τὴν διαχείρισιν τῶν Κεφαλαίων τούτων.

8. Ἡ Συνέλευσις ἀποφασίζει διὰ τὴν διάθεσιν τῶν δωρεῶν, τῶν κληροδοτημάτων καὶ ἄλλων ἐκτάκτων ἐσόδων μὴ ἀναγεγραμμένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὄργανώσεως.

9. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς προβλέψεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τρεῖς τοῦλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀντιστοίχου συγκλήσεως τοῦ Συμβουλίου. Τὸ Συμβούλιον μελετᾷ τὰς προβλέψεις ταύτας καὶ ὑποβάλλει τὸν προϋπολογισμὸν εἰς τὴν Συνέλευσιν πρὸς τελικὴν ἐξέτασιν καὶ ἐγκρίσιν. Αἱ προβλέψεις τοῦ Συμβουλίου ἀνακοινοῦνται τρεῖς μῆνες τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀντιστοίχου συγκλήσεως τῆς Συνελεύσεως.

10. Ἡ Συνέλευσις ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμὸν ἀνὰ ἔτος διὰ περίοδον δύο ἐτῶν καὶ τὸν καταμερισμὸν αὐτοῦ δι' ἕκαστον ἔτος, ὡς καὶ τὸν ἀπολογισμὸν ἑκάστου ἔτους.

11. Ὁ ὑπολογισμὸς τῆς Ὁργανώσεως διὰ τὴν διαρρέυσαν οἰκονομικὴν χρῆσιν ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τοὺς Ἐλεγκτὰς ὡς καὶ τὸ ἀρμόδιον ὄργανον τοῦ Συμβουλίου. Οἱ ἐλεγκταὶ ἀναφέρονται εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τὴν Συνέλευσιν.

12. Τὰ Μέλη τῆς Ὁργανώσεως καταβάλλουσι τὴν εἰσφοράν των ἐντὸς τοῦ πρώτου μηνὸς τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, διὰ τὴν ὁποίαν προορίζεται αὕτη. Τὸ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ὀρισθὲν ποσὸν τῆς εἰσφορᾶς ταύτης θ' ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη ἕξ μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, διὰ τὴν ὁποίαν προορίζεται.

Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐν τούτοις νὰ δεχθῆ καθυστερήσεις δικαιολογουμένας ἐκ τῶν διαφορῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς διαφόρους χώρας οἰκονομικῶν χρήσεων.

13. Μέλος καθυστεροῦν τὴν καταβολὴν τῆς εἰσφορᾶς του εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ὁργανώσεως θ' ἀπολέσῃ τὸ προνόμιον

τῶν Μελῶν ὡς πρὸς τὴν ἐξυπηρέτησίν των καὶ τὸ δικαίωμα ψήφου εἰς τὴν Συνέλευσιν καὶ τὸ Συμβούλιον ἐὰν τὸ καθυστερούμενον ποσὸν εἶναι ἴσον ἢ ἀνώτερον τῆς εἰσφορᾶς του διὰ τὰ δύο διαρρέυσαντα οἰκονομικὰ ἔτη. Δύναται ὅμως ἡ Συνέλευσις, τῆ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου, νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τὸ Μέλος τοῦτο ὅπως λαμβάνῃ μέρος εἰς τὴν ψηφοφορίαν καὶ δέχῃται ἐξυπηρετήσεις ἐκ μέρους τῆς Ὁργανώσεως, ἐὰν διαπιστωθῆ ὅτι ἡ παράλειψις ὀφείλεται εἰς ἀνεξαρτήτου τῆς θελήσεώς του περιστάσεις.

14. Τὸ ἀποχωροῦν ἐκ τῆς Ὁργανώσεως Μέλος θὰ ὑποχρεοῦται ὅπως καταβάλῃ ὁλόκληρον τὸ ἀναλογοῦν μέρος τῆς εἰσφορᾶς του μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν πραγματοποιεῖται ἡ ἀποχώρησίς του.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ συνδεδεμένα καὶ συνεργαζόμενα Μέλη, κατὰ τὸν ἐν τῇ κατανομῇ γενομένον ὑπολογισμὸν θὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ὁ διάφορος χαρακτήρ τῆς ιδιότητός των ὡς Μελῶν καὶ τὰ περιωρισμένα δικαιώματά των ἐντὸς τῶν κόλπων τῆς Ὁργανώσεως.

Ἐγένετο ἐν Μεξικῷ τὴν 27ην Σεπτεμβρίου 1970

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἔτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. ..	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκάστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἐκάστου φύλλου προσυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρ- θρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλε- πομένων ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδοπῶν Ἀσφαλι- στικῶν Ἐταιρειῶν.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνω- νύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφα- λιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφα- λιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνω- νύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρημα- τιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμα- τευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγο- ρᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/ 67	»	500

Β. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοι- χείων	»	500

Γ. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγί- σεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστι- κῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

II. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν υδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὄρισθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπου, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπου ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟ-ΙΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ